

Atelier d'échanges et de réflexion sur les PNIA dans le cadre de la mise en œuvre de l'ECOWAP

ECOWAP/PDDAA

Processus d'élaboration, instruments et enjeux liés
à sa mise en œuvre

Niger, 27-29 avril 2011



ATELIER D'ECHANGE ET DE REFLEXION SUR LES PROGRAMMES
NATIONAUX ET REGIONAUX D'INVESTISSEMENT AGRICOLE DANS
LE CADRE DE LA MISE EN ŒUVRE DE L'ECOWAP
NIAMEY, DU 27 AU 29 AVRIL 2011



ECOWAP/PDDAA

Plan de la présentation

- Contexte sous-régional et défis
- Présentation de l'ECOWAP
- Instruments du plan régional d'investissements
- Enjeux liés à la mise en œuvre de l'ECOWAP
- Prochaines étapes du processus

Contexte ouest-africain

Importance de l'agriculture

- 60% des actifs, 35% du PIB régional, 15% des exportations de la région

Grande vulnérabilité

- 58% population pauvre (600 FCFA/jour), 17% en insécurité alimentaire, incohérence et insuffisance des politiques agricoles et commerciales

Des atouts inexploités

- Diversité des systèmes agro-écologiques, disponibilités en terres et en eau, adaptabilité des exploitations familiales, taille importante du marché régional

Contexte ouest-africain

Défis à relever

- Parvenir à nourrir convenablement une population ouest africaine de plus en plus nombreuse et fortement urbanisée
- Assurer la promotion d'un développement durable, au double plan social et environnemental
- Contribuer à la construction d'un marché régional performant et à l'insertion dans le marché international de l'agriculture ouest africaine

Une politique agricole régionale : l'ECOWAP

ECOWAP: sigle CEDEAO
utilisé pour désigner la
Politique Agricole de la
Communauté Economique
des États de l'Afrique de
l'Ouest

Décision des chefs
d'Etats de la CEDEAO
de doter la région
d'une politique
agricole commune

Adoptée le 19 Janvier 2005
par la CEDEAO à l'issue d'un
processus approfondi de
diagnostic de:

L'agriculture régionale

Son potentiel de
développement

Ses opportunités et
contraintes

Des enjeux et défis de la
région

Un choix politique : une forte
intégration et une protection
différenciée des produits

Pourquoi une politique agricole régionale?

Agriculture : levier important de l'intégration économique régionale

- Meilleure capacité de régulation de l'offre et de la demande des produits agricoles en décroissant les marchés
- Construction d'une politique commerciale en faveur du secteur agricole
- Définition d'une vision claire et ambitieuse en matière de politique agricole
- Amélioration du poids de la région dans les négociations internationales

Objectifs de l'ECOWAP

« Contribuer de manière durable à la satisfaction des besoins alimentaires de la population, au développement économique et social et à la réduction de la pauvreté dans les États membres, ainsi que des inégalités entre les territoires, zones et pays »

7 objectifs :

- la sécurité alimentaire des populations ;
- la réduction de la dépendance alimentaire dans une perspective de souveraineté alimentaire ;
- l'intégration des producteurs aux marchés ;
- la création d'emplois garantissant des revenus à même d'améliorer les conditions de vie des populations rurales ainsi que les services en milieu rural ;
- l'intensification durable des systèmes de production ;
- la réduction de la vulnérabilité des économies ouest-africaines en limitant les facteurs d'instabilité et d'insécurité régionale ;
- l'adoption de mécanismes de financement appropriés.

Orientations de l'ECOWAP

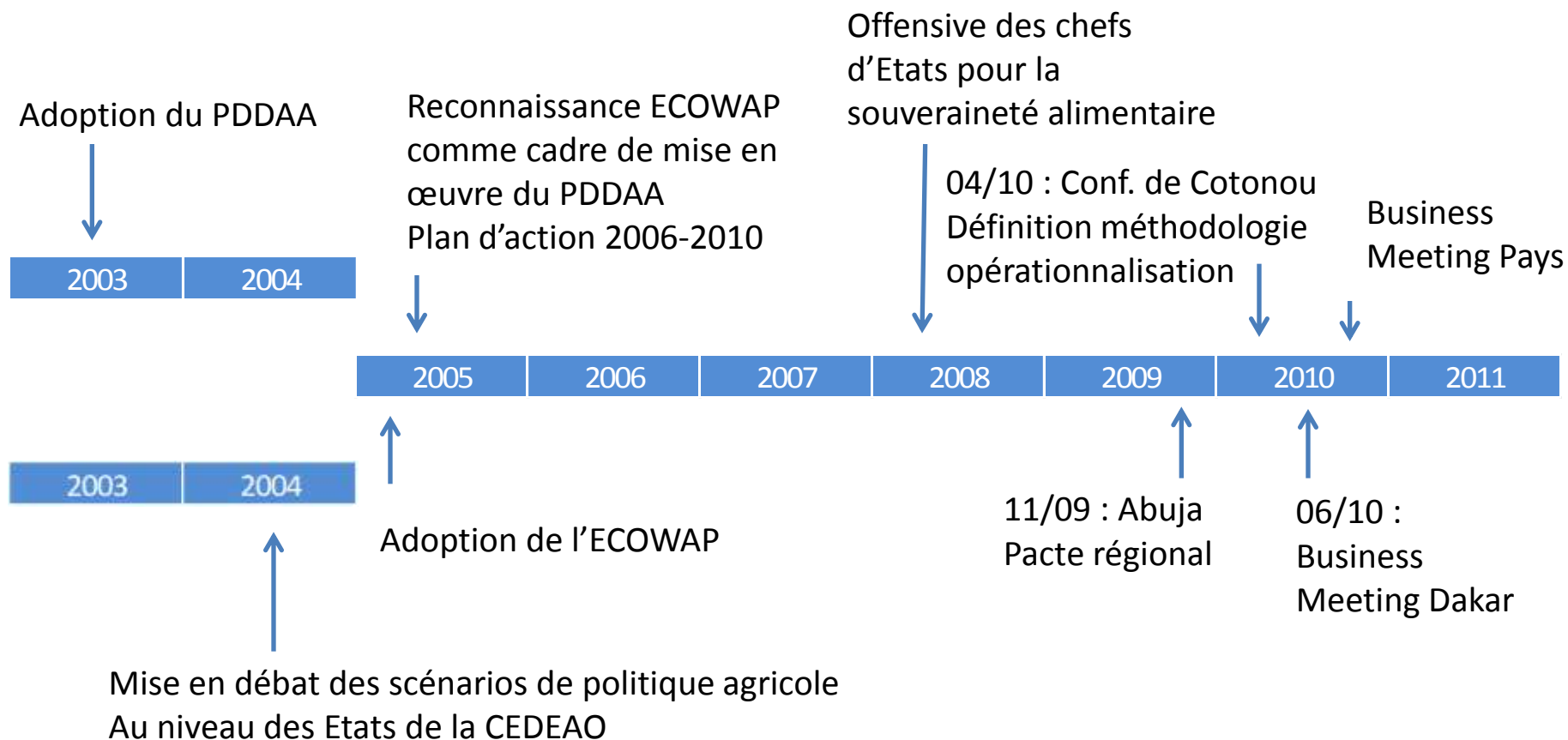
Trois axes d'intervention

- L'accroissement de la productivité et de la compétitivité de l'agriculture (augmentation des investissements)
- La mise en œuvre d'un régime commercial intracommunautaire (réduction des barrières tarifaires et non tarifaires)
- L'adaptation du régime commercial extérieur (re-catégorisation des produits, introduction d'une 5^{ème} bande, mesures de sauvegarde)

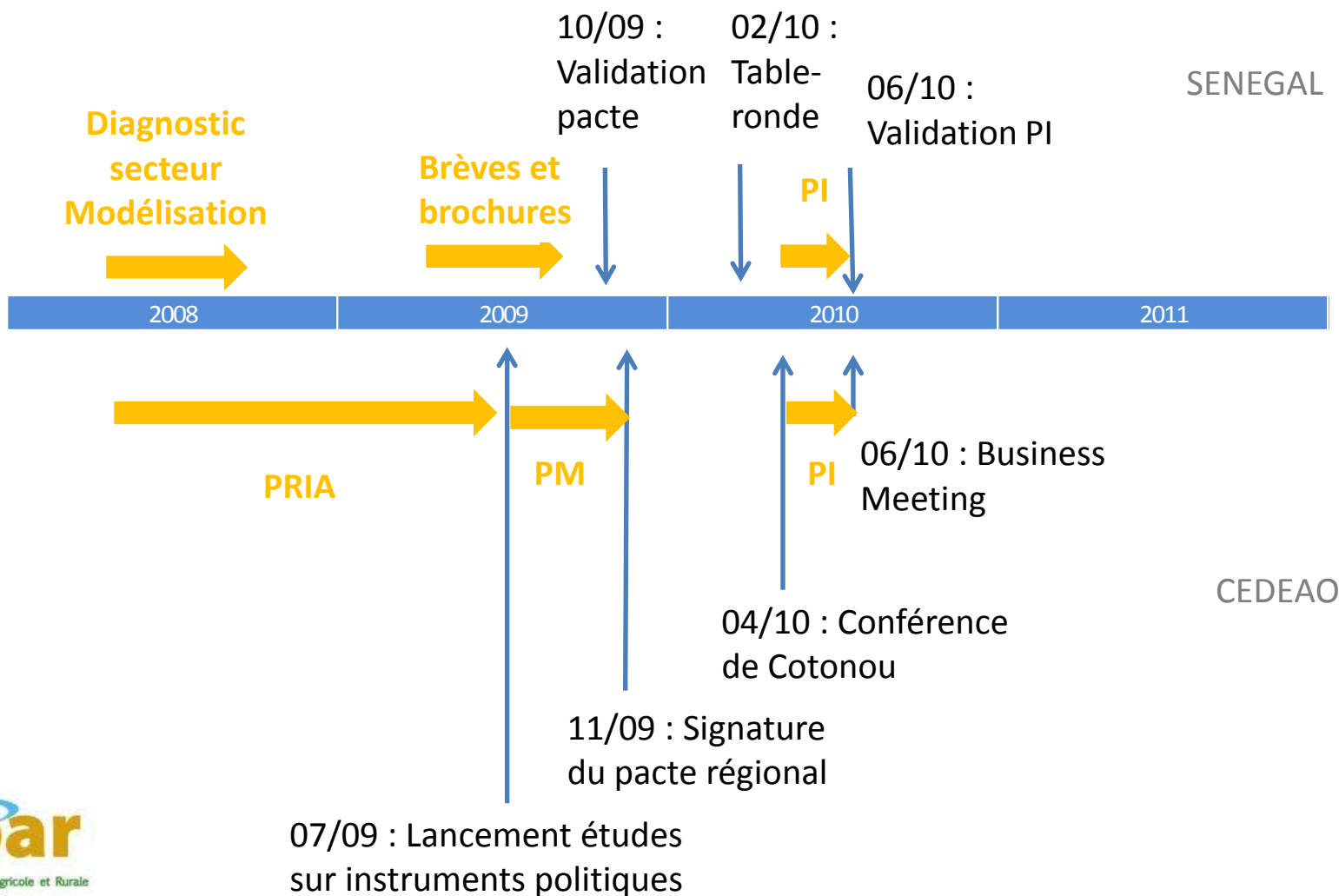
Une vision commune

« La politique agricole s'inscrit dans la perspective d'une agriculture moderne et durable, fondée sur l'efficacité et l'efficience des **exploitations familiales** et la promotion des entreprises agricoles grâce à l'implication du secteur privé. Productive et compétitive sur le marché intra-communautaire et sur les marchés internationaux, elle doit permettre d'assurer la **sécurité alimentaire** et de procurer des **revenus décents** à ses actifs ».

Une construction progressive



Différentes phases d'élaboration



Démarche retenue pour l'élaboration du plan d'investissement régional

Démarche inclusive

- Association des Etats membres, acteurs socio-économiques, société civile, institutions de coopération technique, PTF

Concentration sur domaines de responsabilité CEDEAO

- Coopération entre pays autour de problématiques communes
- Gestion interdépendances et problématiques transfrontalières
- Gestion des relations de la région avec l'extérieur

Plan d'investissement régional

Objectifs spécifiques	Axes prioritaires
O.S. n°1 « Promotion des produits stratégiques pour la souveraineté alimentaire »	Promotion des produits alimentaires concourant à la souveraineté alimentaire : riz-maïs-manioc
	Promotion des filières bétail, viande et lait
	Politique et stratégies de gestion durable des ressources halieutiques
O.S. n°2 « Promotion d'un environnement global favorable au développement agricole régional »	Amélioration de l'environnement commercial des filières agro-alimentaires
	Adaptation au changement climatique et gestion intégrée des ressources partagées
	Système d'information et d'aide à la décision
	Renforcement de capacités des institutions et des acteurs régionaux
O.S. n°3 « Réduction de la vulnérabilité alimentaire et promotion de l'accès durable à l'alimentation »	Harmonisation du cadre d'analyse et des instruments de réduction de la vulnérabilité
	Dispositif de suivi de la vulnérabilité et prévention des crises alimentaires
	Instruments régionaux d'appui à la capacité nationale de prévention/gestion des crises alimentaires

Instruments d'intensification de la production

Mesures communes

Subvention engrais et autres intrants

Subvention petit équipement innovant

Création réseau de distribution

Fonds de garantie crédit intrants

Mesures exclusivement régionales

Politique fiscale :

- exonération de TVA pour les intrants,
- promotion d'unités industrielles de production d'engrais

Politique tarifaire : TEC à 0% sur les engrais, les médicaments et vaccins

Coordination :

- Comité mixte public/privé chargé du pilotage du programme de cofinancement
- Etudes développement unités industrielles engrais
- Initiatives de développement de l'irrigation

Réglementation : homologation intrants, AMM, dispositif de contrôle, SIM, etc.

Instruments de régulation des marchés

Types d'instruments	Mesures prioritaires
Instruments aux frontières	Finaliser processus de re-catégorisation des produits pour les droits de douane fixes (consultation OP)
	Mettre en place une mesure de sauvegarde
Instruments de stockage	Encourager l'utilisation d'instruments de stockage privés (warrantage paysan, stocks commerciaux, etc.)
	Mettre en place un stock public régional (sécurité)
Autres instruments	Standardisation : favoriser l'élaboration de standards régionaux aux travers d'actions pilotes (filieres)
	Interprofessions : construire une approche régionale (capitalisation des expériences dans la sous-région et mise en place d'un cadre de concertation régional)

Instruments de réduction de l'insécurité alimentaire pour les plus vulnérables

Systèmes d'information sur la sécurité alimentaire

Adaptation des SISA actuels au nouveau cadre d'analyse de la sécurité alimentaire

Amélioration des bases de données existantes

Promotion d'un cadre commun d'analyse de la vulnérabilité

Développement de méthodes et outils standards pour la collecte de données

Développement de filets de sécurité

Identification d'un pool d'instruments complémentaires en fonction de la nature du risque, des groupes affectés et des objectifs

Intégration filets de sécurité dans stratégies nationales de prot. sociale

Capitalisation d'expériences

Mécanismes de co-financement régional

Diffusion de bonnes pratiques et renforcement des capacités locales

Enseignements et enjeux pour les OP

Questions structurantes peu abordées (foncier, formation, etc.) dans les plans nationaux

- Comment utiliser les réflexions stratégiques des OP pour renforcer ces aspects ?

La méthodologie de travail influe fortement sur la participation effective des OP

- Comment influencer sur les choix méthodologiques d'élaboration des politiques ?

Les temps de concertation sont très limités

- Comment mieux anticiper les échéances pour être proactifs dans les négociations ?

Enseignements et enjeux pour les OP

L'articulation est difficile entre les niveaux nationaux et régional

- Comment valoriser la structuration régionale des OP pour alimenter les propositions aux différents niveaux ?

Les modalités de mise en œuvre des instruments et mesures des plans d'investissement sont en cours de définition

- Comment orienter ces choix en se basant sur l'expérience des OP représentatives au niveau national et régional ?

Les OP membres du ROPPA ne sont pas toujours signataires des pactes nationaux

- Quelles alliances nouer avec les autres signataires (OP, OSC, privé) ?
- Quel dialogue instituer avec l'Etat ?

Les étapes à venir

Mise en place du dispositif institutionnel et des mécanismes financiers

- Agence Régionale pour l'Agriculture et l'Alimentation
- Fonds Régional pour l'Agriculture et l'Alimentation

Mise en œuvre des plans d'investissements

- Financements nationaux et régionaux (10% de Maputo)
- Contributions des PTF et du secteur privé (GAFSP et GFRP)

Constitution d'un dispositif de suivi-évaluation

- Quelle participation des OP nationales et régionales à ce dispositif de suivi-évaluation ?

Les étapes à venir

Concentration des efforts de la CEDEAO sur la mise en œuvre des instruments

- Appui à la production
- Appui au stockage, à la commercialisation
- Filets de sécurité et stratégie régionale de stockage de sécurité
- Accord sur le TEC et définition de mesures complémentaires

Mise en place de Task Force thématiques

- Renforcement institutionnel, intrants, élevage, foncier, stockage et commercialisation, interprofessions et chaînes de valeur, etc.
- Quelle participation des OP nationales et régionales à ces Task Force?

Éléments de valorisation au sein de l'IPAR

- Documents de vulgarisation
 - Livret sur ECOWAP
 - Note de synthèse sur les PNIA (Mali et Sénégal) et PRIA
 - Policy briefs sur le foncier, sur les APE
- Dans le cadre d'un programme financé par la DDC sur l'appui aux PF Niger, Bénin, Burkina Faso, Mali et Sénégal
- Réflexion sur la mise en place d'un observatoire des exploitations familiales

- Merci de votre aimable attention

IPAR, un think tank ouest-africain au service des populations, des leaders de la société civile et des OP et des décideurs

